



Demande de prix - MAR24002-10003

Marché de services relatif à l'élaboration d'une étude de faisabilité d'un schéma de mobilité dans le secteur des soins entre le Maroc et la Belgique (focus contexte au Maroc)

Projet : La Global Skills Partnership au service des talents dans le secteur des soins (GSP Soins)

Toute offre devra nous parvenir au plus tard le **14/04/2025**

1 Objet de la demande

OBJET DE LA DEMANDE	
Marché de services relatif à l'élaboration d'une étude de faisabilité d'un schéma de mobilité dans le secteur des soins entre le Maroc et la Belgique (focus contexte au Maroc)	
REFERENCES ENABEL	MAR24002-10003

2 Instructions aux soumissionnaires

Personne de contact au sein d'Enabel durant la procédure	
NOM :	Loubna Zerouali
FONCTION :	Acheteuse publique
E-MAIL :	procurement.maroc@enabel.be

Données relatives à la procédure	
RÉCEPTION DES OFFRES :	<p>L'offre doit être transmise sous forme d'un seul fichier PDF uniquement par email à procurement.maroc@enabel.be, au plus tard le 14 avril 2025.</p> <p>La Mailbox procurement.maroc@enabel.be génère une réponse automatique confirmant la réception des offres transmises.</p> <p>Si votre email a bien été reçu sur cette Mailbox, une seconde confirmation de réception (message non automatique) vous sera transmise au plus tard dans les 3 jours.</p> <p>Si vous ne recevez pas cette seconde confirmation, veuillez contacter le (212) 0666/ 94 15 62 pour vous assurer que votre email a bien été reçu.</p>
DOCUMENTS À JOINDRE :	<ul style="list-style-type: none">• Fiche d'identification complétée et signée (fournie en annexe) ;• Document prouvant que le soumissionnaire dispose bien d'un statut légal pour exercer son activité professionnelle (registre de commerce ou une attestation d'inscription au registre des auto-entrepreneurs par exemple) ;• Déclaration sur l'honneur-Motifs d'exclusion (fournie en annexe) ;• Déclaration d'intégrité (fournie en annexe) ;• Formulaire d'offre de prix complété et signé, fourni en annexe (la comparaison des prix se fera en MAD. Le cas échéant, le taux de change utilisé sera le taux de change moyen €-MAD du jour de la limite de réception des offres) avec le détail du prix en annexe.• Fiche signalétique financière (fournie en annexe) ;• CV d'un ou des experts affectés à l'exécution du marché ;

	<ul style="list-style-type: none"> • Au minimum 5 attestations de bonne exécution des études et analyses concernant la migration du travail, mobilité professionnelle ; • Liste des services exécutés en rapport avec les expériences visées dans les TDR ; • Une note méthodologique conforme aux TDR ci-dessous.
<p>ELÉMENTS INCLUS DANS LE PRIX :</p>	<p>Le prestataire de services est censé avoir inclus dans ses prix tant unitaires que globaux tous les frais et impositions généralement quelconques grevant les services, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée.</p> <p>Sont notamment inclus dans les prix :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La gestion administrative et le secrétariat ; • Le déplacement, le transport et l'assurance ; • La documentation relative aux services, • Les honoraires ; • Les per diem éventuels, y compris les frais d'hébergement éventuels ; • La production et livraison de documents ou de pièces liés à l'exécution des services ; • Les taxes et impôts d'application au Maroc y compris les retenues à la source à l'exception de la TVA ; • Le cas échéant, les mesures imposées par la législation en matière de sécurité et de santé des travailleurs lors de l'exécution de leur travail. <p>Mais également les frais de communication (internet compris), tous les coûts et frais de personnel ou de matériel nécessaires à l'exécution du présent marché, la rémunération à titre de droit d'auteur, l'achat ou la location auprès de tiers de services nécessaires à l'exécution du marché.</p>
<p>DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES :</p>	<p>90 jours</p>

3 Exécution

PERSONNE DE CONTACT AU SEIN D'ENABEL POUR L'EXECUTION DU MARCHÉ	
NOM :	Zainab Naji
FONCTION :	Experte Emploi et mobilité
E-MAIL :	zainab.naji@enabel.be

Données relatives à l'exécution	
Lieu	Les services seront exécutés à Rabat et au domicile du prestataire.

Durée/ Période d'exécution	<p>Le délai d'exécution de la mission est de 3 mois à compter du jour suivant la réunion de cadrage.</p> <p>Le début du contrat est prévu en mois d'avril 2025.</p> <p>Nombre de jours de travail est de 30 jours.</p>
-----------------------------------	--

4 Termes de références

Étude de faisabilité d'un schéma de mobilité dans le secteur des soins entre le Maroc et la Belgique (focus contexte au Maroc)

Contexte, justification

Le secteur des soins fait face à des pénuries à l'échelle mondiale. Ces pénuries sont dues à de nombreux facteurs, notamment le sous-investissement dans l'éducation et la formation, le décalage entre les stratégies éducatives et les systèmes de soins en fonction des besoins de la population, ainsi qu'aux besoins croissants liés aux changements démographiques ou à des défis spécifiques (par exemple, la pandémie de Covid). Les recrutements internationaux sont l'une des solutions que certains marchés adoptent déjà pour répondre aux besoins en compétences et en talents. C'est pourquoi des organisations internationales, telles que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et des think tanks comme le Labor Mobility Partnerships (LaMP), soulignent l'importance d'envisager des opportunités de collaboration Nord-Sud et Sud-Sud, ainsi que des partenariats public-privé sur la formation et l'investissement, en maximisant les opportunités de transfert de compétences et de bénéfices mutuels, tout en minimisant les conséquences négatives de la mobilité internationale des professionnels des soins¹.

Dans ce cadre, le projet intitulé « La *Global Skills Partnership* au service des talents dans le secteur des soins (GSP Soins) » est financé par la Commission européenne (DG HOME) via l'International Centre for Migration Policy Développement (ICMPD) / MPF et mis en œuvre par Enabel. Son objectif est d'établir un partenariat de mobilité durable et innovant dans le secteur des soins entre la Belgique et le Maroc, répondant aux besoins du marché du travail des deux pays et renforçant les systèmes de formation et d'emploi au Maroc. Le projet contribuera au développement d'un modèle éthique de valorisation des compétences et de mobilité dans un secteur très demandé et réglementé.

Ce programme est conçu en collaboration avec des partenaires marocains et belges, notamment des ministères, agences de l'emploi et institutions de renforcement des compétences.

L'initiative vise à répondre activement à la pénurie croissante de professionnels dans le secteur des soins et à leurs besoins de montée en compétences, en contribuant à renforcer les capacités des institutions publiques de l'emploi et de la formation et à créer un vivier de talents ayant un meilleur accès au marché du travail national et aux opportunités internationales. Au Maroc, les participants marocains seront soutenus dans leurs projets de carrière nationaux ou internationaux et recevront

¹ WHO (2016): *Global strategy on human resources for health: Workforce 2030*, World Health Organisation. Available online: [9789241511131-eng.pdf \(who.int\)](#), p. 18. and LaMP (2023): *Aged Care Sector Calls for Governments to Act on Labor Shortages. Migration Can Help*, LaMP. Available online: [Aged Care Sector Calls for Governments to Act on Labor Shortages. Migration Can Help. - Labor Mobility Partnerships \(LaMP\) \(lampforum.org\)](#)

des formations techniques, de développement des compétences transversales et linguistiques. Parmi eux, une partie sera accompagnée vers des opportunités de travail en Belgique. Des formations spécifiques, un soutien logistique et une orientation seront organisés pour donner aux talents un accès à des informations fiables sur la mobilité vers l'UE et les aider à s'intégrer avec succès dans le pays.

S'appuyant sur le modèle du Partenariat mondial pour les compétences (Global Skills Partnership, GSP), ce programme cherche à créer des viviers de talents répondant aux besoins des marchés d'origine et de destination, tout en veillant à préserver l'équilibre des systèmes de soins locaux.

Ce projet s'inscrit dans la politique européenne de mobilité des talents (Talent Partnerships), un mécanisme stratégique visant à promouvoir une mobilité internationale mutuellement bénéfique, adaptée aux besoins du marché du travail et des compétences entre l'Union européenne et ses pays partenaires.

Objectifs du projet

Ce projet vise les objectifs suivants :

- Renforcer la formation professionnelle dans le pays d'origine en adaptant l'offre en adéquation avec les besoins des marchés d'origine et de destination ;
- Gérer la mobilité professionnelle d'un quota de talents formés (Ratio : 1/3 des talents ciblés) ;
- Mettre à l'emploi dans le pays d'origine un quota de talents formés (Ratio : 2/3 des talents ciblés) ;
- Renforcer la capacité des acteurs publics de l'emploi pour la mise à l'emploi à l'international dans le secteur des soins ;
- Consolider le dialogue sur la mobilité professionnelle entre la Belgique et les pays partenaires.

Pour cela, l'objectif général du projet est le suivant : Établir un partenariat de mobilité durable et innovant dans le secteur des soins entre la Belgique et le Maroc. Cet objectif général se décline en deux objectifs spécifiques :

- O.S.1 : Établir les préconditions nécessaires permettant de mettre en œuvre un dispositif de mobilité professionnelle dans le secteur des soins entre la Belgique et le Maroc
- O.S.2 : Mettre en œuvre des partenariats pour le renforcement des compétences et la mobilité dans les secteurs des soins et de la pharmacie entre la Belgique et le Maroc, en s'appuyant sur l'approche de *Global Skills Partnerships* (Partenariat Mondial des Compétences).

Objectif de la mission

Dans le cadre de l'O.S.1. du projet, la prestation a pour objectif l'élaboration d'une Etude de faisabilité d'un schéma de mobilité dans le secteur des soins entre le Maroc et la Belgique avec le focus sur le contexte au Maroc.

Une autre étude complémentaire à celle-ci sur le contexte en Belgique sera réalisée séparément. Cependant, le(s) expert.e.(s) en charge de l'étude en Belgique et le(s) expert.e.(s) qui se verront attribuer ce marché (étude sur le contexte au Maroc) devront se coordonner, collaborer et croiser leurs informations respectives afin de permettre une vision holistique de la faisabilité du schéma de mobilité entre les deux pays. Des réunions régulières seront organisées tout au long de la période de l'analyse, aux étapes clés afin d'assurer la cohérence, la complémentarité et l'échange d'informations essentielles.

Un acteur international spécialisé sur les schémas de mobilité internationale appuiera les équipes d'experts des deux pays de manière ponctuelle afin de favoriser l'élaboration d'une analyse globale, cohérente et complète.

Ainsi, cette étude focalisée sur le contexte au Maroc permettra d'identifier et d'analyser l'existence des préconditions nécessaires, au niveau réglementaire, éthique et opérationnel, pour la mise en œuvre effective d'un dispositif de mobilité professionnelle dans le secteur des soins entre les deux pays en se focalisant sur 4 métiers spécifiques :

- Aide-soignante
- Infirmière auxiliaire
- Infirmière polyvalente

Et un quatrième métier dans le sous-secteur pharmaceutique, sur base du pilote mis en œuvre dans le cadre du projet THAMM-Enabel à identifier au démarrage de la mission

Les constats compilés lors de l'élaboration de l'analyse aboutiront à la préparation de 2 scénarios pour chacun de ces 4 métiers :

- **Scénario 1** : Scénario où le schéma de mobilité comprendrait la mobilité de candidat.e.s ayant un titre qui pourrait être reconnu en Belgique. Ce scénario impliquerait que la formation complémentaire nécessaire serait réalisée en son entièreté au Maroc. Si les conditions le permettent, ce scénario est le scénario à privilégier afin de faciliter un alignement complet du schéma de mobilité avec les orientations du Global Skills Partnership.
- **Scénario 2** : Scénario où le schéma de mobilité comprendrait la mobilité de candidat.e.s devant partir en Belgique sans un diplôme reconnu par ce pays. Ce scénario impliquerait la réalisation d'une partie de la formation en Belgique afin de permettre aux candidats d'accéder à une certification reconnue par la Belgique.

D'autre part, les constats permettront d'identifier un quatrième métier dans le secteur pharmaceutique.

Information recherchée :

- Dans le secteur de soin

L'analyse couvrira les critères réglementaires d'accès aux professions ciblées, les critères linguistiques et autres éléments réglementaires, ainsi que les facteurs pouvant influencer la faisabilité éthique. De plus, les principales conclusions et recommandations des analyses et rapports de l'OMS relatifs à la mobilité de la main-d'œuvre internationale dans le secteur de la santé seront prises en compte et intégrées dans l'étude de faisabilité.

L'analyse collectera des données primaires et secondaires afin de clarifier les principaux défis liés à la mise en place d'un programme de mobilité dans le secteur des soins. Par exemple, elle recueillera et compilera les critères existants pour se qualifier en tant qu'infirmier (ou aide-soignante, ou auxiliaire) au Maroc que ce soit dans le secteur publique ou privé.

Une attention particulière sera accordée à l'inclusion et à l'égalité des sexes, en tenant compte de la féminisation du secteur des soins et de l'impact sur le recrutement des candidats potentiels.

D'autre part, la faisabilité opérationnelle sera étudiée en cartographiant les acteurs (à partir des contacts compilés par Enabel lors de la phase de formulation du projet et d'autres acteurs qui seront identifiés par les experts) et également en croisant les marchés de l'emploi dans le secteur des soins au Maroc et en Belgique (disponibilité et engagement des employeurs), l'analyse de l'offre de

formation et des programmes de formation liés au secteur des soins , les aspects culturels pouvant impacter la pratique des professions ciblées, ainsi que la mobilisation des entreprises et l'identification de leurs besoins.

- **Dans le secteur Pharmaceutique**

Sur base des échanges initiés dans le projet THAMM-Enabel, 3 métiers ont été identifiés : Technicien de production, technicien de maintenance, ingénieur automaticien.

Au démarrage de la mission de recherche, le métier dans le sous-secteur pharmaceutique à analyser sera définie afin de procéder aux mêmes analyses que les 3 métiers liés au secteur des soins, mais limité au Scénario 1 (toute la formation au Maroc), y inclus l'analyse de l'offre de la formation.

Résultats attendus

A) Etude identifiant et analysant l'existence des préconditions nécessaires au niveau du Maroc pour la mise en œuvre effective d'un dispositif de mobilité professionnelle dans le secteur des soins entre ce pays et la Belgique en se focalisant sur 1 métiers spécifiques :

- Aide-soignante ;
- Infirmière auxiliaire ;
- Infirmière polyvalente ;
- Métier à identifier dans le sous-secteur pharma.

Pour chacun de ces métiers, l'étude présentera deux scénarios :

- **Scénario 1** : avec titre reconnu (toute la formation au Maroc)
- **Scénario 2** : avec formation, mais sans diplôme (pour certification en Belgique)

Chacune de ces 6 analyses (correspondant aux 3 métiers x 2 scénarios) devra prévoir, au moins, les volets suivants, ainsi que toute autre information pouvant être utile à l'alimentation de la réflexion :

1. Cadre réglementaire et administrative

- Identification des besoins des employeurs marocains- publics et privés, en termes de compétences et profils recherchés en lien avec les trois métiers identifiés ;
- Prospection sur d'autres métiers dans le secteur des soins et du secteur pharma pouvant être intéressants en termes de demande de talents ;
- Identification et mapping de potentiels employeurs/recruteurs publics et privés, marocains souhaitant recruter des talents dans les 3 métiers de soin ;
- Identifier les conditions d'accès à ces métiers au Maroc ;
- Clarifier le cadre, le système et les programmes de formation, opérateurs publics et privés, existant au Maroc pour les 4 métiers ;
- En collaboration avec les expert.e.s en charge de l'analyse du contexte en Belgique, analyser la comparaison des programmes de formations et la comptabilité (et éventuelle reconnaissance) des certifications entre les deux pays ;
- Analyser les conditions d'accès au marché de l'emploi au Maroc pour ces 4 métiers ;

- Prospection sur d'autres métiers dans le secteur des soins et du secteur pharma pouvant être intéressants en termes de demande de talents.

2. Dimension éthique

- Analyser les aspects éthiques, ainsi que les risques potentiels pour le système de soins au Maroc, qui pourrait entraîner un tel schéma de mobilité en ce qui concerne chacun des métiers analysés, et proposer des mesures d'atténuation.
- Sur la base des analyses menées par l'OIT dans le cadre du projet THAMM, étudier la portabilité des droits qui serait d'application et émettre des recommandations : Les aspects liés à la sécurité sociale et à la transférabilité des droits accumulés pendant la période de travail en Belgique seront soigneusement analysés. Il convient de noter qu'en tant partenaire du programme THAMM Plus, l'OIT soutient la mise en œuvre de partenariats pour les talents, des accords bilatéraux de travail ancrés dans les normes internationales du travail et des accords bilatéraux de sécurité sociale. Sur la base de ces efforts, la portabilité des droits sera analysée et prise en compte dans l'analyse du cadre réglementaire et opérationnel.
- Identifier les défis, les risques et les effets inattendus que le schéma de mobilité pourrait induire en matière d'égalité de genre et formuler des recommandations pour les mitiger : Une attention particulière sera accordée à l'inclusion et à l'égalité des genres, en tenant compte de la féminisation du secteur des soins et de l'impact sur le recrutement des candidats potentiels (par exemple, les obstacles liés aux responsabilités familiales pour les enfants et les membres âgés de la famille, la réunification familiale, etc.). En particulier, les conditions juridiques liées à la réunification familiale seront spécifiquement évaluées en fonction de la législation et des normes belges et de l'UE.
- Identifier les aspects culturels qui pourraient avoir un impact sur l'exercice des professions/métiers ciblés.

3. Dimension opérationnelle

- Cartographie des acteurs clés (fédérations ou réseau d'employeurs, institutions de formation, opérateurs de soins, organisations syndicales, etc. à impliquer au Maroc).
- Identifier les centres de formation existants au Maroc en ce qui concerne les compétences recherchées par les employeurs en ce qui concerne les 3 métiers identifiés ;
- Croisement des compétences pour les métiers et parcours de formation Maroc-Belgique pour les 3 métiers ;
- Calculer la durée/temps nécessaire pour mettre en œuvre les différentes étapes du schéma de mobilité ;
- Identifier les acteurs potentiels pouvant mettre en œuvre la formation complémentaire et calculer le coût de la formation complémentaire (tenant compte des 2 scénarios pour chaque métier) ;
- Répertoire d'autres expériences passées de mobilité dans ces 3 métiers entre le Maroc et d'autres pays ;

- Formuler des recommandations et proposer les modalités du schéma de mobilité à privilégier (par exemple, identifier le(s) métier(s) à viser, parcours de formation, acteurs de formation le plus adaptés, certification, etc.).
 - Formuler des recommandations sur les stratégies et les opportunités visant à renforcer la contribution des employeurs à ce type d'initiatives, afin de renforcer la durabilité de ce(s) schéma(s) de mobilité.
- B)** En coordination avec l'expertise en Belgique et l'acteur international spécialisé sur les schémas de mobilité, élaboration d'une vision globale et cohérente en ce qui concerne l'analyse de faisabilité et formulation de recommandations notamment en ce qui concerne le(s) métier(s) à viser, ainsi que les modalités opérationnelles à privilégier pour la mise en œuvre du schéma de mobilité entre les deux pays.
- C)** Un dialogue et des consultations renforcées des parties prenantes au Maroc : Assurer la consultation des acteurs institutionnels et opérationnels du Maroc pour favoriser l'adhésion et la viabilité du schéma de mobilité lors de l'élaboration de l'étude. Participer activement aux différentes actions de concertation qui seront organisées avec les partenaires marocains et belges pour présenter les conclusions des études menées dans les deux pays et pour statuer sur les modalités du/des schéma(s) de mobilité qui seront implémentés dans le cadre du projet.

Méthodologie

L'étude s'appuiera, au moins, sur les éléments suivants :

- Une revue documentaire des systèmes de formation dans le secteur des soins, de certification et des politiques dans le secteur des soins et en matière de mobilité professionnelle.
- La prise en compte des conclusions et des recommandations des analyses et rapports élaborés par l'OMS en ce qui concerne la mobilité internationale des professionnelles du secteur des soins².
- La collecte de données primaires et secondaires afin d'identifier les défis et les recommandations pour la mise en œuvre d'un/des schéma(s) de mobilité dans le secteur des soins et du pharma. Des entretiens semi-directifs avec les parties prenantes clés au Maroc, y inclus des employeurs.
- Une analyse des besoins du marché du travail dans le secteur des soins au Maroc, sur la base d'un mapping des ressources disponibles et des ressources utilisées.
- La capitalisation des analyses et des actions menées par le projet THAMM-Enabel en ce qui concerne les schémas de mobilité en général et du secteur du pharma en particulier.
- Une consultation via des ateliers collaboratifs réunissant les parties prenantes au Maroc.

Phases :

Phases	Désignation	Livrables	Calendrier
1	Réunion de cadrage	Plan de travail détaillé	Semaine 1
2	Analyse du cadre réglementaire, administratif, de la dimension éthique et opérationnel	Rapport intermédiaire : Synthèse des analyses préliminaires et premier rapport de croisement avec l'analyse menée en Belgique	Mois 1

² Such as the [WHO Report on global health worker mobility 2023](https://www.who.int/publications/i/item/9789240066649) (<https://www.who.int/publications/i/item/9789240066649>) and other annual surveys or studies on international health work force mobility and country shortages elaborated by WHO.

3	Elaboration des 6 scénario pour les trois métiers soins et proposition des métiers du secteur pharmaceutique	Les scénarios métiers	Mois 2
4	Élaboration d'une vision globale et cohérente en ce qui concerne l'analyse de faisabilité et formulation de recommandations, notamment en ce qui concerne le(s) métier(s) à viser, ainsi que les modalités opérationnelles à privilégier pour la mise en œuvre du schéma de mobilité entre les deux pays.	Rapport final : Analyse complète et recommandations opérationnelles	Mois 3
5	Ateliers de présentation des résultats des analyses aux acteurs impliqués	Présentation aux parties prenantes : Restitution des résultats lors d'un atelier de clôture	Mois 3

Profil recherché

Expertise requise :

- Diplôme universitaire de niveau BAC+5 (ou équivalent) en sciences sociales (migration, anthropologie, sociologie, droit...), en économie ou dans tout autre domaine connexe
- Avoir réalisé au minimum cinq (05) études et analyses concernant la migration du travail, mobilité professionnelle
- Expérience dans la collecte de données qualitative et éventuellement quantitative dans le domaine de la mobilité humaine, la migration du travail, la mobilité professionnelle, la migration, notamment dans le secteur des soins, et/ou connexe
- Une bonne connaissance des métiers, des pratiques et des dynamiques du secteur de la santé au Maroc
- Expérience en matière de migration du travail, schémas de mobilité professionnelle
- Une bonne compréhension des dynamiques économiques, sociales et éducatives spécifiques au Maroc, notamment en lien avec les politiques publiques en santé et en formation professionnelle.
- Une capacité à travailler avec des parties prenantes locales : institutions de formation, autorités publiques, et entreprises publiques et privées.
- Maîtrise du français et connaissance de l'anglais.

5 Conditions d'exécution des services

5.1 Généralités

Sauf si spécifié autrement dans la commande ou tout document contractuel du Pouvoir Adjudicateur s'y rapportant, les présentes conditions s'appliquent aux marchés de services passés au nom et pour compte de Enabel (Pouvoir Adjudicateur).

5.2 Sous-traitance

Le prestataire de services est autorisé à sous-traiter certaines parties de l'objet du présent marché, sous son entière responsabilité. La sous-traitance est entièrement aux risques du prestataire de services et ne le décharge en rien de la bonne exécution du contrat vis-à-vis du Pouvoir Adjudicateur qui ne reconnaît aucun lien juridique avec le(s) tiers sous-traitant(s).

5.3 Cession

Une partie ne peut céder ses droits et obligations résultant de la commande à un tiers, sans avoir obtenu au préalable l'accord écrit de l'autre partie.

5.4 Conformité de l'exécution

Les services doivent être conformes sous tous les rapports aux documents du marché. Même en l'absence de spécifications mentionnées dans les documents du marché, ils répondent en tous points aux règles de l'art.

5.5 Modalités d'exécution

La date de démarrage, les délais d'exécution convenus ainsi que les instructions relatives au lieu d'exécution doivent être rigoureusement observés.

Tout dépassement du délai d'exécution, et ce pour quelque cause que ce soit, entraîne de plein droit et par la seule échéance du terme, l'application d'une amende pour retard d'exécution de 0,07% du montant total de la commande par semaine de retard entamée. Cette amende est limitée à un maximum de 10% du montant total de la commande.

En cas de retard excessif ou de tout autre défaut d'exécution, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché et de relancer une nouvelle demande prix et de faire exécuter les prestations par un autre prestataire. Le surcoût éventuel est à charge du prestataire de services défaillant.

Tous frais quelconques auxquels le Pouvoir Adjudicateur serait exposé et imputables au prestataire de services défaillant, sont à charge de celui-ci et déduits des montants lui étant dus.

5.6 Réception des prestations

Le prestataire de services fournit exclusivement des services qui sont exempts de tout vice apparent et/ou caché et qui correspondent strictement aux TDR du présent marché et, le cas échéant, aux prescriptions des documents associés ainsi qu'aux règlementations applicables, aux règles de l'art et aux bonnes pratiques, et à la destination que le Pouvoir Adjudicateur compte en faire et que le prestataire de services connaît ou devrait à tout le moins connaître.

L'acceptation des prestations ou réception définitive n'a lieu qu'après vérification complète par le Pouvoir Adjudicateur du caractère conforme des services livrés. Cette réception fait l'objet d'un PV de réception.

La signature apposée par le Pouvoir Adjudicateur (un membre de son personnel), notamment dans des appareils électroniques de réception, lors de la livraison du rapport ou autre output exigé, vaut par conséquent simple prise de possession et ne signifie pas l'acceptation du rapport ou de l'output.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vérification maximum de trente jours à compter de la fin de la réalisation des services à réceptionner et en notifier le résultat au prestataire de services.

5.7 Facturation et paiement

La facture électronique est envoyée par e-mail aux adresses suivantes :

pascal.vandeneynde@enabel.be et zainab.naji@enabel.be

Seuls les services exécutés de manière correcte pourront être facturés.

La facture doit être libellée en dirhams marocains ou en euros selon la monnaie dans laquelle le soumissionnaire a remis offre. Les soumissionnaires marocains doivent obligatoirement remettre offre et émettre leur facture en dirhams marocains.

Aucune avance ne peut être demandée par l'adjudicataire et chaque paiement sera effectué après réception des prestations.

Les factures conformément établies et non contestées sont payées dans un délai de 30 jours de calendrier à compter de la réception des prestations.

Le cas échéant, des tranches de paiement pourront être convenues d'un commun accord entre Enabel et le prestataire.

5.8 Exonération de TVA

Le présent marché est exonéré de la TVA conformément à l'article 92, paragraphe I (23) du code général des impôts du Maroc et à l'article 9 du Décret de la TVA N° 2.08103.

5.9 Assurances

Le prestataire de services est tenu de conclure toutes les assurances obligatoires et de conclure ou renouveler toutes les assurances nécessaires pour la bonne exécution du présent marché, en particulier les assurances « responsabilité civile », « accidents de travail » et « risques liés au transport », et cela pendant toute la durée de la mission.

Le prestataire de services transmettra au Pouvoir Adjudicateur, sur simple demande, une copie des polices d'assurances auxquelles le prestataire a souscrit et la preuve du paiement régulier des primes qui sont à sa charge.

5.10 Droits de propriété intellectuelle

Le prestataire cède, sans contrepartie financière supplémentaire au(x) prix proposé(s) dans son offre, de façon intégrale, définitive et exclusive à Enabel l'ensemble des droits d'auteur ou de propriété intellectuelle qu'il a créé ou va créer dans le cadre de la relation contractuelle, ainsi que le droit de les déposer, de les faire enregistrer et de les faire. Cette cession aura lieu au moment de la réception des œuvres protégées par le droit d'auteur.

Le prestataire de services doit défendre le Pouvoir Adjudicateur contre tout recours de tiers pour violation des droits de propriété intellectuelle afférents aux biens ou services fournis.

Le prestataire de services doit, sans limitation de montant, prendre à son compte tous les paiements de dommages et intérêts, frais et dépenses qui en découlent et qui seraient mis à charge du Pouvoir Adjudicateur au terme d'une décision judiciaire rendue sur un tel recours, pour autant que le prestataire de services ait un droit de regard sur les moyens de défense ainsi que sur les négociations entreprises en vue d'un règlement amiable.

5.11 Obligation de confidentialité

Le prestataire de services et ses collaborateurs sont liés par un devoir de réserve concernant les informations dont ils ont connaissance lors de l'exécution de ce marché. Ces informations ne peuvent en aucun cas être communiquées à des tiers sans l'autorisation écrite du pouvoir adjudicateur. L'adjudicataire peut toutefois faire mention de ce marché en tant que référence, à condition qu'il en indique l'état avec véracité (ex. 'en exécution'), et pour autant que le pouvoir adjudicateur n'ait pas retiré cette autorisation pour cause de mauvaise exécution du marché.

Toute information de nature commerciale, organisationnelle et/ou technique (toutes les données, y compris, et ce sans limitation, les mots de passe, documents, schémas, plans, prototypes, chiffres) dont le prestataire de services prend connaissance dans le cadre du présent marché reste la propriété du Pouvoir Adjudicateur.

Dans le cadre du présent marché, la réglementation GDPR est d'application.

Le fournisseur s'engage à respecter le Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des données personnelles (RGPD). Si des données personnelles sont traitées dans le cadre du contrat, le fournisseur signera un contrat de traitement des données à caractère personnel, conformément aux articles 28 à 36 du RGPD. Ce contrat type pourra être fourni à la demande avant la remise des offres. Selon la nature des services fournis, le fournisseur procédera, en collaboration avec l'autorité contractante, à une analyse d'impact sur la protection des données, si nécessaire.

5.12 Clauses déontologiques

Tout manquement à se conformer à une ou plusieurs des clauses déontologiques ci-après peut aboutir à la résiliation du présent contrat et à l'exclusion du prestataire de services de la participation à d'autres marchés publics pour Enabel.

Pendant la durée du marché, le prestataire de services et son personnel respectent les droits de l'homme et s'engagent à ne pas heurter les usages politiques, culturels et religieux du pays dans lequel les prestations ont lieu.

Conformément à la politique concernant l'exploitation et les abus sexuels de Enabel ([prs-sexual exploitation and abuse policy final fr.pdf \(enabel.be\)](#)), le prestataire de services et son personnel ont le devoir de faire montre d'un comportement irréprochable à l'égard des bénéficiaires des projets mis en œuvre par Enabel et de la population en général. Il leur convient de s'abstenir de tout acte qui pourrait être considéré comme une forme d'exploitation ou d'abus sexuels et de s'approprier les principes de base et les directives repris dans cette politique. En application de sa politique concernant l'exploitation et les abus sexuels, Enabel applique donc une tolérance zéro en

ce qui concerne l'ensemble des conduites visées dans sa politique concernant l'exploitation et les abus sexuels étayant une incidence sur la crédibilité professionnelle des contractants.

Toute tentative d'un prestataire de services visant à se procurer des informations confidentielles, à procéder à des ententes illicites avec des concurrents ou à influencer le pouvoir adjudicateur de quelques manières que ce soit entraîné le rejet de son offre.

De plus, afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit au prestataire de service d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux préposés du pouvoir adjudicateur concernés directement ou indirectement par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.

Conformément à la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels et la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption, les plaintes liées à des questions d'intégrité (fraude, corruption, exploitation ou abus sexuel ...) doivent être adressées au bureau d'intégrité via l'adresse <https://www.enabelintegrity.be>.

5.13 Gestion des plaintes et tribunaux compétents

Le droit belge est seul applicable au présent marché.

Les parties s'engagent à remplir de bonne foi leurs engagements en vue d'assurer la bonne fin du marché.

En cas de litige ou de divergence d'opinion entre le pouvoir adjudicateur et le prestataire de services, les parties se concerteront pour trouver une solution. Si nécessaire, le prestataire de services peut demander une médiation à l'adresse email complaints@enabel.be cfr. <https://www.enabel.be/fr/content/gestion-des-plaintes>.

Toute contestation relative aux commandes et aux présentes conditions contractuelles relève de la compétence exclusive des Tribunaux de Bruxelles.

6 Formulaires d'offres à signer par le soumissionnaire

6.1 Fiche d'identification

6.1.1 Personne physique

Pour remplir la fiche, veuillez cliquer ici :

<https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:412289af-39d0-4646-b070-5cfed3760aed>

I. DONNÉES PERSONNELLES			
NOM(S) DE FAMILLE ³			
PRÉNOM(S)			
DATE DE NAISSANCE			
JJ	MM AAAA		
LIEU DE NAISSANCE (VILLE, VILLAGE)	PAYS DE NAISSANCE		
TYPE DE DOCUMENT D'IDENTITÉ			
CARTE D'IDENTITÉ	PASSEPORT	PERMIS DE CONDUIRE ⁴	AUTRE ⁵
PAYS ÉMETTEUR			
NUMÉRO DE DOCUMENT D'IDENTITÉ			
NUMÉRO D'IDENTIFICATION PERSONNEL ⁶			
ADRESSE PRIVÉE PERMANENTE			
CODE POSTAL	BOITE POSTALE	VILLE	
RÉGION ⁷	PAYS		
TÉLÉPHONE PRIVÉ			
COURRIEL PRIVÉ			
II. DONNÉES COMMERCIALES			
Si OUI, veuillez fournir vos données commerciales et joindre des copies des justificatifs officiels.			
Vous dirigez votre propre entreprise sans personnalité juridique distincte (vous êtes entrepreneur individuel, indépendant, etc.) et en tant que tel, vous fournissez des services à la Commission ou à d'autres institutions, agences et organes de l'UE?	NOM DE L'ENTREPRISE (le cas échéant) NUMÉRO DE TVA NUMÉRO D'ENREGISTREMENT LIEU DE L'ENREGISTREMENT VILLE		

³ Comme indiqué sur le document officiel.

⁴ Accepté uniquement pour la Grande-Bretagne, l'Irlande, le Danemark, la Suède, la Finlande, la Norvège, l'Islande, le Canada, les États-Unis et l'Australie.

⁵ A défaut des autres documents d'identités: titre de séjour ou passeport diplomatique.

⁶ Voir le tableau des dénominations correspondantes par pays.

⁷ Indiquer la région, l'état ou la province uniquement pour les pays non membres de l'UE, à l'exclusion des pays de l'AELE et des pays candidats.

OUI NON	PAYS
DATE	SIGNATURE

6.1.2 Entité de droit privé/public ayant une forme juridique

Pour remplir la fiche, veuillez cliquer ici :

<https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:3b918624-1fb2-4708-9199-e591dcdfe19b>

NOM OFFICIEL ⁸				
NOM COMMERCIAL (si différent)				
ABRÉVIATION				
FORME JURIDIQUE				
TYPE	A BUT LUCRATIF			
D'ORGANISATION	SANS BUT LUCRATIF	ONG ⁹	OUI	NON
NUMÉRO DE REGISTRE PRINCIPAL ¹⁰				
NUMÉRO DE REGISTRE SECONDAIRE (le cas échéant)				
LIEU DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL	VILLE		PAYS	
DATE DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL	JJ	MM	AAAA	
NUMÉRO DE TVA				
ADRESSE DU SIEGE SOCIAL				
CODE POSTAL	BOITE POSTALE		VILLE	
PAYS	TÉLÉPHONE			
COURRIEL				
DATE		CACHET		
SIGNATURE DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ				

⁸ Dénomination nationale et sa traduction en EN ou FR, le cas échéant.

⁹ ONG = Organisation non gouvernementale, à remplir pour les organisations sans but lucratif.

¹⁰ Le numéro d'enregistrement au registre national des entreprises. Voir le tableau des dénominations correspondantes par pays.

6.1.3 Entité de droit public¹¹

Pour remplir la fiche, veuillez cliquer ici :

<https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:c52ab6a5-6134-4fed-9596-107f7daf6f1b>

NOM OFFICIEL¹²			
ABRÉVIATION			
NUMÉRO DE REGISTRE PRINCIPAL¹³			
NUMÉRO DE REGISTRE SECONDAIRE			
(le cas échéant)			
LIEU DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL	VILLE	PAYS	
DATE DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL	JJ	MM	AAAA
NUMÉRO DE TVA			
ADRESSE OFFICIELLE			
CODE POSTAL	BOITE POSTALE	VILLE	
PAYS	TÉLÉPHONE		
COURRIEL			
DATE	CACHET		
SIGNATURE DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ			

¹¹ Entité de droit public DOTÉE DE LA PERSONNALITÉ JURIDIQUE: entité de droit public capable de se représenter elle-même et d'agir en son nom propre, c'est-à-dire capable d'ester en justice, d'acquérir et de se défaire des biens, et de conclure des contrats. Ce statut juridique est confirmé par l'acte juridique officiel établissant l'entité (loi, décret, etc.).

¹² Dénomination nationale et sa traduction en EN ou FR, le cas échéant.

¹³ Numéro d'enregistrement de l'entité au registre national.

6.2 Formulaire d'offres – prix

En déposant cette offre, le soumissionnaire s'engage à exécuter, conformément aux TDR et conditions d'exécution du présent marché MAR24002-10003, le présent marché et déclare explicitement accepter toutes les conditions énumérées dans la demande de prix et renoncer aux éventuelles dispositions dérogatoires comme ses propres conditions.

Le soumissionnaire s'engage à exécuter le marché public aux prix suivants exprimés en dirhams et hors TVA :

Postes	Désignation	Quantité	Prix Total HT en MAD*
1	Étude de faisabilité pour un programme de mobilité dans le secteur des soins	Forfait	
	Montant total HT		
	Taux et montant de la TVA		
	Montant Total TTC		

*Le soumissionnaire doit remettre le détail de ses prix en annexe.

Fait à le

Signature manuscrite originale / nom de la personne habilitée à engager l'entité soumissionnaire :

.....

Certifié pour vrai et conforme,

Fait à le

6.3 Déclaration sur l'honneur – motifs d'exclusion

Par la présente, je/nous, agissant en ma/notre qualité de représentant(s) légal/ légaux du soumissionnaire précité, déclare/rons que le soumissionnaire ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion suivants :

1. Le soumissionnaire ni un de ses dirigeants a fait l'objet d'une condamnation prononcée par une **décision judiciaire ayant force de chose jugée** pour l'une des infractions suivantes :
 - 1° participation à une **organisation criminelle**;
 - 2° **corruption**;
 - 3° **fraude**;
 - 4° infractions **terroristes**, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d'une telle infraction;
 - 5° **blanchiment** de capitaux ou **financement du terrorisme**;
 - 6° **travail des enfants** et autres formes de traite des êtres humains ;
 - 7° occupation de ressortissants de pays tiers en **séjour illégal** ;
 - 8° création d'une société offshore .

L'exclusion sur base de ce critère vaut pour une durée de 5 ans à compter de la date du jugement (ou la fin de l'infraction pour 7°).

2. Le soumissionnaire ne satisfait pas à ses obligations relatives au **paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale** , c'est-à-dire qu'il a un retard de paiement pour un montant de plus de 3.000 €, sauf lorsque le soumissionnaire peut démontrer qu'il possède à l'égard d'un pouvoir adjudicateur une ou des créances certaines, exigibles et libres de tout engagement à l'égard de tiers. Ces créances s'élèvent au moins à un montant égal à celui pour lequel il est en retard de paiement de dettes fiscales ou sociales.

3. Le soumissionnaire est en **état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire**, ou a fait l'aveu de sa faillite, ou fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire, ou est dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales.

4. Le soumissionnaire ou un de ses dirigeants a commis une **faute professionnelle grave qui remet en cause son intégrité**.

Sont entre autres considérées comme faute professionnelle grave :

- a. une infraction à la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019 [prs-sexual exploitation and abuse policy final fr.pdf \(enabel.be\)](#) ;
 - b. une infraction à la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019 [fraud policy fr final.pdf \(enabel.be\)](#);
 - c. une infraction relative à une disposition d'ordre réglementaire de la législation applicable dans le pays d'exécution des prestations relative au harcèlement sexuel au travail ;
 - d. le soumissionnaire s'est rendu gravement coupable de fausse déclaration ou faux documents en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou la satisfaction des critères de sélection, ou a caché des informations ;
 - e. lorsque Enabel dispose d'éléments suffisamment plausibles pour conclure que le soumissionnaire a commis des actes, conclu des conventions ou procédé à des ententes en vue de fausser la concurrence.
La présence du soumissionnaire sur une des listes d'exclusion Enabel en raison d'un tel acte/convention/entente est considérée comme élément suffisamment plausible.
5. lorsqu'il ne peut être remédié à un conflit d'intérêts par d'autres mesures moins intrusives;
 6. des **défaillances importantes ou persistantes** du soumissionnaire ont été constatées lors de l'exécution d'une **obligation essentielle** qui lui incombait dans le cadre d'un contrat antérieur passé avec Enabel ou avec un autre pouvoir public, lorsque ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable.

Sont considérées comme ‘défaillances importantes’ le respect des obligations applicables dans les domaines du droit environnemental, social et du travail établies par le droit de l’Union européenne, le droit national, les conventions collectives ou par les dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail. La présence du soumissionnaire sur la liste d’exclusion Enabel en raison d’une telle défaillance sert d’un tel constat.

7. Le soumissionnaire ni un de des dirigeants se trouvent sur les listes de personnes, de groupes ou d’entités soumises par les Nations-Unies, l’Union européenne et la Belgique à des sanctions financières :

Pour les Nations Unies, les listes peuvent être consultées à l’adresse suivante : <https://finances.belgium.be/fr/tresorerie/sanctions-financieres/sanctions-internationales-nations-unies>

Pour l’Union européenne, les listes peuvent être consultées à l’adresse suivante : <https://finances.belgium.be/fr/tresorerie/sanctions-financieres/sanctions-europ%C3%A9ennes-ue>

<https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/8442/consolidated-list-sanctions>

https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/restrictive_measures-2017-01-17-clean.pdf

Pour la Belgique :

https://finances.belgium.be/fr/sur_le_spf/structure_et_services/administrations_generales/tr%C3%A9sorerie/contr%C3%B4le-des-instruments-1-2

8. <...>Si Enabel exécute un projet pour un autre bailleur de fonds ou donneur, d’autres motifs d’exclusion supplémentaires sont encore possibles.
- J’ai / nous avons pris connaissance des articles relatifs à la déontologie du présent marché public (voir 1.7.), ainsi que de la Politique de Enabel concernant l’exploitation et les abus sexuels ainsi que de la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption et je / nous déclare/rons souscrire et respecter entièrement ces articles.

Date

Localisation

Signature

6.4 Déclaration intégrité soumissionnaires

Par la présente, je / nous, agissant en ma/notre qualité de représentant(s) légal/légaux du soumissionnaire précité, déclare/rons ce qui suit :

- Ni les membres de l'administration, ni les employés, ni toute personne ou personne morale avec laquelle le soumissionnaire a conclu un accord en vue de l'exécution du marché, ne peuvent obtenir ou accepter d'un tiers, pour eux-mêmes ou pour toute autre personne ou personne morale, un avantage appréciable en argent (par exemple, des dons, gratifications ou avantages quelconques), directement ou indirectement lié aux activités de la personne concernée pour le compte de Enabel.
- Les administrateurs, collaborateurs ou leurs partenaires n'ont pas d'intérêts financiers ou autres dans les entreprises, organisations, etc. ayant un lien direct ou indirect avec Enabel (ce qui pourrait, par exemple, entraîner un conflit d'intérêts).
- J'ai / nous avons pris connaissance des articles relatifs à la déontologie du présent marché public (voir 1.7.), ainsi que de la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels ainsi que de la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption et je / nous déclare/rons souscrire et respecter entièrement ces articles.

Si le marché précité devait être attribué au soumissionnaire, je/nous déclare/rons, par ailleurs, marquer mon/notre accord avec les dispositions suivantes :

- Afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit au contractant du marché (c'est-à-dire les membres de l'administration et les travailleurs) d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux membres du personnel de Enabel, qui sont directement ou indirectement concernés par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.
- Tout contrat (marché public) sera résilié, dès lors qu'il s'avérerait que l'attribution du contrat ou son exécution aurait donné lieu à l'obtention ou l'offre des avantages appréciables en argent précités.
- Tout manquement à se conformer à une ou plusieurs des clauses déontologiques aboutira à l'exclusion du contractant du présent marché et d'autres marchés publics pour Enabel.

Le soumissionnaire prend enfin connaissance du fait que Enabel se réserve le droit de porter plainte devant les instances judiciaires compétentes lors de toute constatation de faits allant à l'encontre de la présente déclaration et que tous les frais administratifs et autres qui en découlent sont à charge du soumissionnaire.

Date

Localisation

Signature

6.5 Fiche signalétique financière

FICHE SIGNALETIQUE FINANCIERE		
INTITULE (1)		
ADRESSE		
COMMUNE/VILLE		CODE POSTAL
PAYS		
CONTACT		
TELEPHONE		TELEFAX
E - MAIL		
<u>BANQUE (2)</u>		
NOM DE LA BANQUE		
ADRESSE (DE L'AGENCE)		
COMMUNE/VILLE		CODE POSTAL
PAYS		
NUMERO DE COMPTE		
IBAN (3)		
NOM SIGNATAIRES	NOM PRENOM	FONCTION
<u>REMARQUES:</u>		

**CACHET de la BANQUE + SIGNATURE du REPRESENTANT
DE LA BANQUE** (les deux obligatoires)

**DATE + SIGNATURE DU TITULAIRE DU
COMPTE** (Obligatoire)

(1) Le nom ou le titre sous lequel le compte a été ouvert et non le nom du mandataire.

(2) Il est préférable de joindre une copie d'un extrait de compte bancaire récent. Veuillez noter que le relevé bancaire doit fournir toutes les informations indiquées ci-dessus sous «INTITULÉ DU COMPTE BANCAIRE» et «BANQUE». Dans ce cas, le cachet de la banque et la signature de son représentant ne sont pas requis. La signature du titulaire du compte est obligatoire dans tous les cas

(3) Si le code IBAN (international bank account number) est d'application dans le pays où votre banque se situe.